

[Text]

An hon. Member: Can you name them now?

The Chairman: Order! Mr. Lewis.

Mr. Lewis: Thank you. So you are confirming now, Mr. Minister, that with a loan guarantee of \$34 million, the Canadian taxpayers have financed a loss of 600 jobs. That is a 30% loss in jobs. We may be doing all right on the volume; but if we do any more of those loans of \$34 million to lose 30% of the jobs, we are not going anywhere in this country.

My question, Mr. Minister, is: Perhaps you have with you the official who wrote the press release that suggested, in the Maislin deal, shareholders will increase their equity by \$2.5 million.

• 0955

Now, it is my understanding that Gateway Transport, which was the company by which Maislin penetrated the U.S. market, was really a subsidiary of Maislin. You indicated in the House that Gateway was a subsidiary of Maislin.

What I cannot understand, what our people cannot understand, is: if a subsidiary sells an asset such as a pension plan, how can that be considered an infusion of capital by which "shareholders will increase their equity by \$2.5 million"? There is just absolutely no way. If we have officials in your department who have an average salary per person-year of \$41,723, which is an increase of 14.6% from last year, how can those people be writing press releases which say "shareholders will increase their equity by \$2.5 million", when they are just selling off an asset of a subsidiary? That is just not the kind of information we can accept; and I do not think you should be accepting it, as a minister.

Mr. Lumley: Mr. Chairman, I know the hon. member's profession and that he has more expertise in this field than I have. But my understanding is . . .

Mr. Lewis: You used to be a good businessman.

Mr. Lumley: —on checking with other accountants in the field, that . . .

Mr. Lewis: Name one.

Mr. Lumley: —this is not considered to be an inappropriate transaction in the fact that Maislin decided to turn over the pension fund to an outside insurance company. It was estimated at the time the market value of the fund exceeded a total of defined benefits by something like \$2.5 million; and this amount, in effect, would become equity of contributed surplus on the books of the company.

In addition to this, if I recall, I think the shareholders did invest several hundred thousand dollars—I do not have the actual figure with me—but in essence, in accounting terms—and again, I defer to the hon. member's expertise in this field—it is an earned surplus from an existing asset. This was a non-contributory pension fund—and I stand to be corrected by

[Translation]

Une voix: Pouvez-vous nous donner leur nom?

Le président: À l'ordre! Monsieur Lewis.

M. Lewis: Merci. Donc, monsieur le ministre, vous nous confirmez maintenant que par une garantie de prêt de 34 millions de dollars les contribuables canadiens ont financé la perte de 600 emplois, soit une perte de 30 p. 100. Pour ce qui est du volume ça va peut-être, mais si nous effectuons d'autres prêts de 34 millions de dollars pour perdre 30 p. 100 des emplois, notre pays s'en ira à la dérive.

Voici ma question, monsieur le ministre: peut-être que parmi les fonctionnaires qui vous accompagnent se trouvent ceux qui ont rédigé le communiqué de presse suggérant dans l'affaire Maislin que les actionnaires verraient leur avoir augmenté de 2,5 millions de dollars.

Maintenant je crois savoir que *Gateway Transport*, la compagnie qui a permis à *Maislin* de pénétrer sur le marché américain était en fait une filiale de *Maislin*. Vous avez dit en Chambre que *Gateway* était une filiale de *Maislin*.

Ce que je ne comprends pas et que mes collègues ne peuvent comprendre c'est comment peut-on considérer qu'il y a une infusion de capitaux augmentant de 2,5 millions de dollars l'avoir propre des actionnaires lorsqu'une filiale vend un actif comme régime de pension? C'est absolument impossible. Si nous avons dans votre ministère des fonctionnaires dont la rémunération moyenne par année-personne est de \$41,723, soit une augmentation de 14,6 p. 100 par rapport à l'an dernier, comment ces personnes peuvent-elles écrire des communiqués de presse disant «l'avoir des actionnaires augmentera de 2,5 millions de dollars», alors qu'ils vendent simplement l'actif d'une filiale? Ce n'est pas le genre d'information que nous pouvons accepter et je ne pense pas que vous devriez l'accepter en tant que ministre.

M. Lumley: Monsieur le président, je sais quelle profession l'honorable député exerce et qu'il a plus d'expertise que moi dans ce domaine. Mais d'après ce que j'ai compris . . .

M. Lewis: Vous étiez un bon homme d'affaires.

M. Lumley: . . . après avoir vérifié avec d'autres comptables dans le domaine, . . .

M. Lewis: Nommez-en un.

M. Lumley: . . . que cela n'est pas considéré être une transaction inappropriée puisque *Maislin* a décidé de remettre le régime de pension à une compagnie d'assurance extérieure. À l'époque on a évalué que la valeur marchande du fonds dépassait de 2,5 millions de dollars le total des bénéfices calculés; et enfin cette somme apparaîtrait dans les livres de la compagnie comme une mise de fonds provenant d'un surplus d'apport.

En plus de cela, si je me souviens bien, je pense que les actionnaires ont investi plusieurs centaines de milliers de dollars, je n'ai pas les chiffres exacts, mais essentiellement en termes comptables, et encore une fois je m'en remets à l'expertise de l'honorable député dans le domaine, il s'agit d'un surplus gagné provenant de l'actif existant. Il s'agissait d'un